

Dieu nous garde de nos amis !

L'un de ceux qui sont là-haut, en l'occurrence le saint patron ou l'ange protecteur de la Syrie, doit en frémir d'indignation ! Il y a des gens en bas, ou plutôt des États et des partis qui se sont intronisés «Amis de la Syrie», remettant au goût du jour la fameuse citation attribuée au Macédonien Antigone II : «Dieu me garde de mes amis, mes ennemis je m'en charge.» L'exorcisme devrait être d'autant plus rigoureux que les amis en question sont de vrais «faux amis», comme on le démontre en étymologie. Les «faux amis» de la Syrie, aussi différents que puissent être un émir qatari et un berger de l'Atlas, se mobilisent donc pour venir en aide aux ennemis de Bachar, qui ne s'embarrassent plus de faux semblants. Le mouvement Al-Qaïda a été «racheté», comme un club de football, par le Qatar, devenant de ce fait le fer de lance des «amis de la Syrie», après avoir été l'ennemi principal des États-Unis. De quoi vous mettre en posture d'adoration devant les barbus du Hezbollah qui sont, eux aussi, venus en «amis de la Syrie», au nom d'une fausse idée de la solidarité religieuse. Al-Qaïda et le Hezbollah ne diffèrent que très peu en matière d'idéologie et d'objectifs, et ils ne sont séparés que par une mince cloison en papier mâché translucide. Le Hezbollah et Al-Qaïda guerroyaient là où on leur dit de le faire, et là où ils peuvent recruter plus facilement, et il n'est pas impossible qu'ils soient surpris, un jour, à obéir à un même maître. Un maître qui siégerait plus près des profondeurs infernales que des altitudes célestes, brièvement évoquées plus haut.

Aussi, je ne comprends pas la dernière sortie du Président

libanais, à propos de la «présence amie» du Hezbollah en territoire syrien. Au moment où la classe politique libanaise, maronite en tête, se plaint le plus de la puissance et de l'arrogance du «Parti de Dieu», le Président Michel Sleïman, maronite, s'inquiète de la participation du Hezbollah à la bataille d'Alep, après sa victoire de Kousseïr, et lui suggère de rentrer à la maison. Michel Sleïman s'inquiète, en effet, d'éventuelles pertes en vies humaines du Hezbollah, ce qui provoquerait un regain de tension au Liban même. Selon lui, le Hezbollah se serait laissé piéger, par orgueil ou par naïveté, dans le traquenard syrien, en dépit des conseils de prudence que lui, Suleïman, a prodigués à ses dirigeants. D'où ma perplexité : pourquoi les dirigeants libanais, au nom desquels Michel Suleïman semble s'exprimer, tiennent-ils tant que ça à ramener le Hezbollah dans son fief libanais ? Si j'étais à leur place, et sachant le rôle inquiétant que joue la milice pro-iranienne, j'aurais eu tendance à faire le contraire. J'aurais encouragé les milices chiïtes à rester, à combattre, et à mourir, sur place, en Syrie, plutôt que de penser à les préserver. Le Liban qui se pique de culture française aurait-il oublié la façon dont Du Guesclin se débarrassa des «Grandes compagnies» en les envoyant guerroyer, jusqu'au dernier, hors de France ?

On peut imaginer aussi, c'est permis, que le Président libanais ne croit pas à une défaite de Bachar Al-Assad, et qu'il craint plus encore une victoire du Hezbollah qu'une débâcle. Ce qui le rendrait plus fort et plus ambitieux et le mettrait en situation d'imposer sa loi d'airain au Liban. On imagine le

scénario d'un Hezbollah triomphant et amenant dans son sillage des contingents de l'armée syrienne, pour réaliser le rêve de la «Grande Syrie», sous la bannière chiïte. Il n'est pas sûr que la communauté maronite qui n'a pas toujours su choisir ses alliances, comme dans l'histoire récente, soit mieux traitée qu'elle ne l'a été jusqu'ici. Hors de ces projections, le Hezbollah peut, à bon droit du plus fort, reprocher au chef d'État libanais cette ingérence dans ses affaires intérieures. Car, en définitive, le Hezbollah est une organisation souveraine sur son territoire et indépendante de tous les États, hormis l'Iran, auquel a été reconnu de facto le droit d'ingérence au Liban. Au reste, nous avons tous les jours sous les yeux des applications du droit d'ingérence dans les affaires intérieures des pays. La France, pour ne citer que ce pays qui nous est cher (à tous égards), s'ingère partout actuellement, sans qu'on y trouve à redire. L'ancienne puissance coloniale, décriée, mais courtisée pour son système hospitalier, pratique l'ingérence sélective, notamment en matière d'AVC (accident vasculaire cérébral). L'AVC est un droit reconnu à tous les Algériens, en âge d'y succomber, mais le droit d'intervention n'est réservé qu'à un seul cas parmi des milliers, voire des millions.

Plus loin de nous, fort heureusement, le Hamas palestinien pratique des ingérences répétées dans le Sinaï, sans doute pour se rappeler au bon souvenir du Président Morsi qui aurait une dette envers le mouvement islamiste. Ainsi, lors du procès de l'évasion collective de la prison de Ouadi-Natroune qui se tient à Al-Ismaïlia, le Hamas a été mis en cause, ainsi

d'ailleurs que le Hezbollah. Selon le procureur, cité par le quotidien *Al-Tahrir*, l'évasion des détenus durant les journées révolutionnaires de janvier et février 2011 a été réalisée par des commandos lourdement armés, dont des combattants palestiniens et libanais. Cette opération était uniquement destinée à libérer des dirigeants islamistes, dont l'actuel président Morsi, même si des milliers d'autres prisonniers en avaient profité pour s'évader. Les assaillants avaient, en effet, ouvert d'énormes brèches dans les murs de la prison à l'aide de puissants explosifs. Un autre témoin de l'accusation a affirmé que les Frères musulmans détenus étaient au courant de l'opération projetée dans le moindre détail.

Et puisque nous en sommes à parler d'ingérences, il me souvient que les Algériens, jaloux de leur indépendance chèrement acquise, ne supportaient pas que l'on vienne mettre son nez dans nos affaires intérieures. Or, il se trouve qu'un Egyptien, précisément, se permet de venir non seulement nous tirer les oreilles, mais qu'il affiche l'ambition d'orienter nos choix sportifs. Il s'agit de Mustapha Hassan, le président de la Fédération internationale de hand-ball (FIHB), et connu pour ses sentiments antialgériens, sportivement parlant. Fait unique dans les annales du sport, ce monsieur conteste l'élection de notre ami, je dis bien notre ami, Aziz Derouaz, à la tête de la Fédération algérienne de handball (FAHB), par une assemblée générale souveraine. Selon cet Egyptien qui ne conteste d'ailleurs que l'élection du seul Aziz Derouaz, avec qui il a eu jadis maille à partir, l'AG électorale aurait été entachée d'irrégularités. Sur ce, il mobili-



Par Ahmed Halli
halliahmed@hotmail.com

se des institutions et des hommes qui ont trop vite oublié «Oum-Dorman», pour mettre hors-jeu Derouaz⁽¹⁾. Je comprendrais aisément la chose si l'on me disait que le handball est une affaire trop sérieuse pour être laissée aux handballeurs. J'admettrais aussi, à contre-cœur, que l'Algérie, qui ne se laisse pas intimider par les États, trouve élégant et très fraternel de céder aux sommations de Hassan Mustapha. Mais comme tout ceci me semble cousu de fil blanc, et entre l'Égyptien, que je regarde avec suspicion, et l'Algérien, connu pour son apport au handball national, je choisis l'Algérien, «agresseur ou agressé». N'en déplaise à M. Berraf et à M. Tahmi !

A. H.

(1) Pour une meilleure compréhension du dossier, lire l'excellent papier de notre confrère, Ahmed Achour, dans le quotidien *Le Temps*, du 29/05/2013 (<http://www.letempsdz.com/content/view/94688/1/>)

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com

Appliquer l'article 88 contre les 36 millions d'Algériens !

Geneviève De Fontenay à Oran. Arnold Schwarzenegger à Alger. Ne manquent que Sylvester Stallone et Chuck Norris et on pourra, au choix, tourner...

... La Momie IV ou Expendables III !

Finalement, ça serait peut-être ça, la solution. Au lieu de s'échiner à vouloir l'appliquer à l'encontre de Abdekka, en vain, il me semble plus facile d'enclencher la procédure d'empêchement en direction des citoyens de ce pays. En gros, l'application stricte de cet article 88 confirmerait enfin officiellement ce que tout le monde, l'autre monde bien sûr, sait depuis longtemps. Nous ne servons à rien ! Ils ne nous consultent pas. Ils ne débattent pas avec nous. Ils ne nous calculent pas. Ils ne nous soignent pas. Ils ne nous éduquent pas. Ils ne nous «culturent» pas. Ils ne nous divertissent pas. Ils ne nous alimentent pas. Ils ne nous abreuvant pas. Ils ne nous logent pas. Ils ne nous ... pourquoi alors continuer à nous garder ainsi ? C'est pure folie. C'est même anti-constitutionnel, selon l'esprit et la lettre de l'article 88. Qu'ils aient alors le courage d'appliquer à notre encontre la loi. Le matin, en sortant de chez nous, chacun d'entre nous trouvera dans sa boîte aux lettres – pour ceux dont les boîtes auront été vandalisées, ça sera sous la porte – une lettre l'informant de la mise en branle à son «encontre-défendant» de la procédure d'empêchement. Attention ! Cette technique ne présente que des avantages. On te retirerait tous tes attributs de

citoyen. Plus besoin de te confectionner une carte d'identité. Ni de passeport. Plus d'émeutes ni de sit-in, ni de grève puisque tu n'aurais plus d'existence légale. Plus de demandes de logements, de postes de travail et de Sécurité sociale. Logique ! Plus de SOS non plus pour une prise en charge à l'étranger. Plus de scandale des rendez-vous impossibles en radio et chimiothérapie, puisqu'officiellement et médicalement, le cancer ne s'attrape que si on est vivant. Mort, et radié de la vie par l'article 88, «Mat'sakoun'tich». Tu n'es plus concerné ! Les seules queues, les dernières files où ta présence sera encore tolérée, c'est celles où te sera délivrée ton attestation de «bénéficiaire» de l'article 88, et de ses bienfaits immédiats, la disparition et la désagrégation par dégradation biologique. Cette procédure est tellement révolutionnaire, voire magique que je ne comprends pas qu'elle n'ait pas été appliquée plus tôt. J'appelle tout de suite Sellal pour qu'il soumette le décret d'application au plus haut niveau de l'Etat. C'est-à-dire le rez-de-chaussée des Invalides. Là où se trouve la fameuse salle dénommée par les gens de cet hôpital «Salon d'Apothicaierie», une salle jusque-là désaffectée et meublée en urgence pour le fameux court-métrage muet de l'autre jour. Merci au passage à cette amie française, lectrice fidèle et précieuse en tous points, qui m'a aidé dans mes recherches pour enfin dissiper le mystère des vases et urnes des Invalides. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

